

102	Conditions particulières Conditions particulières
000	Conditions générales ----- . Articles de réserve: les articles qui ne correspondent pas aux textes originaux du CAN ne seront introduits que dans les fenêtres de réserve prévues à cet effet et leur numéro sera précédé de la lettre R (voir "CAN Construction - Informations pour les utilisateurs", chiffre 6). . Descriptif abrégé: descriptif dans lequel seules les deux premières lignes des articles et des sous-articles fermés sont imprimées, les sous-articles avec variables étant repris, eux, intégralement. Les descriptifs abrégés s'utilisent p.ex. comme documents de travail. Dans tous les cas, ce sont les textes complets du CAN qui font foi (voir "CAN Construction - Informations pour les utilisateurs", chiffre 10).  .100 Descriptif abrégé: le texte complet CAN 102F/2004 fait foi Conditions particulières (V'12)
100	Intervenants, données relatives à l'ouvrage projeté, ampleur des travaux -----
120	Adjudicateurs, chefs de projet, concepteurs, directeurs de travaux -----
121	Maître d'ouvrage, commettant, propriétaire.  .100 Maître d'ouvrage, commettant.  .110 Fédération Vaudoise des Entrepreneurs Fondation de l'Ecole de la Construction Rue Ignace Paderewski 2 1131 Tolochenaz Représentant du maître d'ouvrage M. Jean-François Prahin
123	Concepteurs, consultants.  .200 Architectes.  .210 dettling péléraux architectes Avenue de Tivoli 62 1007 Lausanne Téléphone 021 624 44 50 E-mail info@dp-arch.ch Collaborateur responsable M. Adrien Gilliand  .300 Ingénieurs civils.  .310 Giacomini & Jolliet Ingénieurs SA Chemin de Burquenet 23 1095 Lutry Téléphone : 021 791 41 11 E-mail : info@giajo.ch Collaborateur responsable : M. Raphaël Dauphin  .500 Ingénieurs spécialisés.  .510 Ingénieur Chauffage et Ventilation

123.510 Chammartin & Spicher SA  
Chemin de Chantemerle 14  
Case postale 40  
1010 Lausanne  
Téléphone : 021 651 30 40  
E-mail : r.chammartin@chammartin-spicher.ch  
Collaborateur responsable M. Romain Chammartin

.520 Ingénieur Sanitaire  
Chammartin & Spicher SA  
Chemin de Chantemerle 14  
Case postale 40  
1010 Lausanne  
Téléphone : 021 651 30 40  
E-mail : r.chammartin@chammartin-spicher.ch  
Collaborateur responsable : M. Romain Chammartin

.530 Ingénieur Electricité  
Cicé Sàrl  
Boulevard de Charmontey 1  
1800 Vevey  
Téléphone : 021 943 42 04  
E-mail : pa.furst@cice-ingenieurs.ch  
Collaborateur responsable : M. Pierre-Alexandre Fürst

.540 Ingénieur Physique du bâtiment  
Effin'Art Sàrl  
Chemin du Pré-Fleuri 6  
1006 Lausanne  
Téléphone : 021 616 11 00  
E-mail : info@effinart.ch  
Collaborateur responsable : M. Mathias Blanc

.550 Ingénieur AEAI  
Fire Safety & Engineering SA  
Rue Industrielle 20  
1820 Montreux  
Téléphone : 021 333 45 80  
E-mail : info@fse-sa.ch  
Collaborateur responsable : M. Olivier Burnier

124 Directeurs de travaux.

.100 Direction générale des travaux.  
dettling péléraux architectes  
Avenue de Tivoli 62  
1007 Lausanne  
Téléphone : 021 624 44 50  
E-mail : info@dp-arch.ch  
Collaborateur responsable : M. Adrien Gilliand

130 Situation, affectation et description de l'ouvrage projeté, ampleur des travaux  
-----

131 Désignation de l'ouvrage projeté.

.100 Ce projet de rénovation, d'assainissement et d'agrandissement vise à doter la Fédération vaudoise des entrepreneurs d'une institution phare dans le domaine de la formation professionnelle sous la forme d'un centre de compétences destiné à l'enseignement théorique et pratique mais également à offrir aux

- 131.100 entrepreneurs de la construction un support à la promotion de leurs métiers.  
Les objectifs du projet, outre la mise à disposition d'infrastructures et d'équipements polyvalents favorisant un enseignement évolutif, est de répondre au cahier des charges qui suit.
- .200 Formation Initiale  
Le projet d'Echallens permettra de fournir aux apprentis des formations orientées sur la réalité des chantiers du gros oeuvre (banches, coffrage, etc.). De plus, les apprentis profiteront des infrastructures d'exercice grandeur nature, ceci afin de répondre au souhait des entrepreneurs de mieux les préparer à travailler en conditions réelles.
- .300 Formation continue  
Les métiers de la construction évoluent vers davantage de spécialisations. L'acquisition de ces compétences sera proposée à travers un enseignement théorique mais également pratique dans des conditions proches de la réalité des chantiers. Le site d'Echallens permettra de mettre sur pied une structure permanente sur laquelle tous les métiers de la construction pourront s'exercer dans leurs domaines respectifs, mais également apprendre à mieux collaborer ensemble.
- .400 Sécurité au travail  
Dans notre société, la notion de sécurité au travail revêt de plus en plus d'importance. Les infrastructures d'Echallens permettront de répondre aux besoins découlant des nouvelles réglementations encadrant la sécurité au travail et les permis machines (M1-M7) en fournissant des terrains d'entraînement dédiés à ces thématiques.  
D'autre part de nouveaux programmes de formation axés sur des exercices pratiques de santé et sécurité au travail seront mis en place.
- .500 Promotion des métiers de la construction  
En ouvrant le site d'Echallens au public à travers un parcours didactique, on permettra à chaque visiteur de s'immerger dans la réalité des chantiers. L'objectif est de susciter intérêt et vocation pour les métiers de la construction. Ce parcours mettra en avant le professionnalisme, la maîtrise technique, le savoir-faire et la responsabilité des entreprises membres de la fédération.
- .600 Développement de partenariats  
La FVE souhaite développer à Echallens un pôle de compétences professionnelles en proposant aux divers acteurs de la construction un outil de soutien à la formation. Des partenariats sont ainsi envisagés dans les domaines de l'instruction et de la formation mais également dans ceux de la recherche et du développement ou en matière de reconversion professionnelle et d'insertion sociale.
- 132 Lieu d'exécution.
- .100 Situation.
- .110 Commune : Echallens (VD)  
Lieu, rue no : Route de Cossonay 28  
Coordonnées : 537'550 / 165'800  
Cadastre, parcelle no : 653  
Indication de l'emplacement, plan, esquisse : voir annexe  
Altitude m : 610  
Abords  
Le site se situe en zone industrielle.  
Lors de la réalisation du projet principal, la partie Nord du site sera déjà en exploitation.  
L'entrepreneur prendra toutes les précautions utiles à assurer la sécurité des utilisateurs en tous temps.
- 160 Structurations  
-----
- 162 Code des frais par éléments CFE.
- .100 La structuration des coûts est établie selon l'eCCC-Bât F/2020 (SN 506 511).

- 200 Appel d'offres, critères de qualification et d'adjudication, annexes  
-----
- 220 Appel d'offres, critères de qualification et d'adjudication  
-----
- R .090 Bases légales.  
La présente procédure n'est pas soumise aux législations sur les marchés publics.  
Toutefois, afin d'en garantir la qualité, elle s'inspire largement des règles qui s'y appliquent.
- 222 Offres partielles.
- .100 Les offres partielles ne sont pas admises.
- 223 Critères de qualification.
- R .090 Critères de recevabilité / Motifs d'exclusion.  
Les critères suivants doivent être remplis, sous peine d'exclusion de l'offre.
- .100 Intégrité de l'offre.  
L'offre déposée ne doit pas avoir été modifiée.
- .200 Délai.  
L'offre doit être reçue dans le délai imparti, à l'adresse spécifiée.
- .300 Contenu.  
Tous les articles doivent être remplis, les produits proposés par l'entrepreneur doivent être similaires à ceux décrits dans la soumission. Sur demande, l'entrepreneur sera tenu d'établir, au besoin, la preuve de la similitude.
- .500 Prix.  
Tous les prix unitaires doivent être remplis, l'offre ne doit pas être anormalement basse.
- 225 Négociations.
- .100 Aucune négociation ne sera engagée.
- 230 Echéances de l'appel d'offres, renseignements, lieu et délai de dépôt de l'offre  
-----
- 232 Obtention du dossier d'appel d'offres, participation aux frais.
- .200 Part des frais à la charge de l'entrepreneur.  
Aucun.
- .300 Indemnisation.  
Aucune indemnité ne sera octroyée au soumissionnaire pour l'établissement de l'offre et de ses annexes.  
Les documents faisant partie de l'offre, soit soumissions, annexes, références et attestations, ne sont pas restitués, que l'offre soit retenue ou non.
- 233 Visites des lieux.
- .200 Visite des lieux.  
Voir annexe "Procédure - Renseignements généraux"
- 236 Lieu et délai de dépôt de l'offre.
- .100 Voir annexe "Procédure - Renseignements généraux"

- 237 Ouverture des offres.
- .100 Voir annexe "Procédure - Renseignements généraux"
- 238 Durée de validité de l'offre.
- R .090 Voir annexe "Procédure - Renseignements généraux"
- .100 Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication.
- .200 Actualisation de l'offre.  
Lorsque la validité de l'offre n'a plus cours, l'adjudicateur demande aux entreprises en lice une actualisation en principe globale de leur offre.  
Les rabais spontanés sont interdits. En cas de forte diminution des prix, l'adjudicateur se réserve le droit d'interrompre la procédure et de procéder à une nouvelle mise en soumission.
- 240 Dossier d'appel d'offres  
-----
- 241 Documents fournis à l'entrepreneur.
- .500 Voir annexe "Procédure - Renseignements généraux"
- 243 Documents à consulter.
- .200 Plans, schémas et similaires.
- .210 Les plans d'architecte peuvent être consultés au bureau de l'architecte sur rendez-vous.
- 250 Offre, annexes  
-----
- 251 Présentation de l'offre.
- .100 Support : numérique (mail ou sur clef USB) et 1 exemplaire papier  
Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de remise fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmis à l'adjudicateur.
- 252 Annexes à l'offre de l'entrepreneur.
- .100 Documents à remettre avec l'offre.
- .110 Voir annexe "Procédure - Renseignements généraux"
- .200 Documents à remettre ultérieurement.
- .210 Attestations.  
Sur demande de l'adjudicateur, les attestations officielles devront être fournies dans les 5 jours sous forme d'originaux et être valides (validité de 30 jours au maximum), pour le soumissionnaire et ses sous-traitants.
- 260 Variantes, sous-traitants, fournisseurs, co-entrepreneurs  
-----

- R 260.090 Si la soumission contient des variantes et options, le soumissionnaire est appelé à déposer un prix pour chaque variante et option décrite, sous peine de voir son offre être écartée car incomplète.
- .100 Les variantes doivent correspondre à l'offre de base en ce qui concerne l'utilisation, la fiabilité et la sécurité de l'ouvrage projeté.
- .400 L'entrepreneur est tenu d'informer ses sous-traitants et fournisseurs des conditions de l'appel d'offres du maître d'ouvrage. Il s'engage à ce que ces conditions soient respectées.
- .500 La sous-traitance est admise pour autant que cela ne nuise pas à la saine et efficace concurrence et que cela ne crée pas une position cartellaire.  
La sous-traitance indirecte de travaux (sous sous-traitance) est interdite. Le soumissionnaire est tenu d'insérer, dans les contrats qu'il conclut avec ses sous-traitants, une clause leur interdisant de recourir à la sous-traitance de leurs travaux.  
Sont considérés comme sous-traitants : les artisans, les entrepreneurs, ainsi que les fournisseurs uniquement s'ils livrent des matériaux conçus sur mesure pour l'ouvrage.  
Le soumissionnaire a l'obligation d'annoncer au maître de l'ouvrage tout appel à la sous-traitance. Pour ce faire, l'annexe "Sous-traitants éventuels" doit être dûment complétée.
- R .590 En cas de changement de soustraitant en cours de travaux, l'entreprise doit en informer sans délai le maître de l'ouvrage.  
L'entreprise s'engage à respecter le contrat passé avec son sous-traitant, afin que celui-ci ne puisse pas faire valoir de prétentions auprès du maître de l'ouvrage.  
En cas de doute sur une correcte rémunération du soustraitant de la part de l'entreprise, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de payer directement le soustraitant et de déduire ce paiement du prix dû à l'entreprise.  
L'entreprise met tout en oeuvre et s'engage auprès du maître de l'ouvrage à livrer un ouvrage sans défauts et pas grevé d'hypothèques légales.  
En cas de non-respect de cette obligation, l'entreprise se portera garante envers le maître de l'ouvrage pour qu'il ne subisse aucun préjudice ou conséquences financières.
- R .900 Consortiums.
- R .910 Pour ce marché, l'association d'entreprises est admise. Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple, au sens des articles 530 ss du Code suisse des obligations (CO).  
Avant l'adjudication, un contrat devra être conclu entre les associés et remis au pouvoir adjudicateur.  
Toutes les entreprises des consortiums doivent répondre aux exigences légales des marchés publics, notamment en matière de paiement des charges sociales. La nomination d'un des associés comme représentant auprès du maître doit être précisée dans la soumission.  
Chaque associé doit signer l'annexe "Engagement sur l'honneur du soumissionnaire".
- 261 Variantes.
- .200 Les variantes sont admises aux conditions suivantes:  
Les variantes doivent répondre à la totalité des exigences et des contraintes.  
L'offre de base doit également être remise.
- 270 Sûretés de l'entrepreneur  
-----
- 271 Sûretés de l'entrepreneur et autres garanties exigées par le maître d'ouvrage.
- R .090 Les conditions de garanties et sûretés sont décrites dans les "Conditions générales de la Fédération Vaudoise des Entrepreneurs", éd. 16.02.2021.
- 300 Terrain, données locales  
-----

R 300.900 Repères cadastraux et mise à jour de conduites.

R .910 L'adjudicataire prendra toutes les précautions nécessaires à la conservation des repères cadastraux, ceci sans plusvalue sur les prix de sa soumission. Avant de commencer des fouilles à proximité de ceux-ci, il doit avertir au moins trois jours ouvrables à l'avance le service communal concerné. Les frais de repérage, le cas échéant de rétablissement des points détruits, sont à la charge de l'adjudicataire.

R .920 Le repérage des nouvelles canalisations souterraines devra être effectué avant le remblayage. A cet effet, l'adjudicataire avise le service communal concerné au moins un jour avant le recouvrement de toute nouvelle canalisation.  
Avant d'entreprendre le remblayage des fouilles, l'adjudicataire s'assurera de l'exécution complète des repérages. Tous les travaux rendus nécessaires pour réaliser les mesurages et vérifications sont à la charge de l'adjudicataire.

R .930 L'adjudicataire informera les services concernés de la Ville chaque fois qu'il met à jour une canalisation industrielle.  
Il renseigne à l'avance son personnel sur la position de ces conduites et lui indique les précautions à prendre du fait de leur présence.

320 Terrain, eaux, sites contaminés, vestiges archéologiques

326 Vestiges archéologiques et autres découvertes.

.100 Le site est inscrit en zone de vestiges archéologiques.  
Aucune fouille ne peut être réalisée sans la présence d'un représentant de l'autorité cantonale ou d'un mandataire.  
L'entrepreneur est en charge d'avertir la direction des travaux de tels travaux de fouille au minimum trois jours ouvrables avant leur exécution.

330 Canalisations, conduites, ouvrages, installations et aménagements existants

332 Canalisations et conduites enterrées.

.100 Eaux usées.

.110 Voir plan indicatif annexé.

.200 Gaz.

.210 Voir plan indicatif annexé.

.300 Eau potable, eau industrielle.

.310 Voir plan indicatif annexé.

.400 Chauffage à distance.

.410 Voir plan indicatif annexé.

.500 Electricité.

.510 Voir plan indicatif annexé.

.600 Télécommunication.

.610 Voir plan indicatif annexé.

- 360 Dessertes de chantier  
-----
- 361 Accès routiers.
- .100 Routes, voies carrossables et similaires.
- .110 Type de route : chemin communal de desserte de la zone industrielle, situé à l'ouest du site.  
Restrictions : les transits ne sont admis que depuis le chemin communal. Aucune sortie directe sur la route cantonale n'est permise.  
Modalités de nettoyage et d'entretien : voir les mesures de protection de l'air sur les chantiers.
- 370 Places de stationnement, aires de transbordement et de dépôt, locaux, installations de chantier  
-----
- 371 Places de stationnement, aires de transbordement et de dépôt existantes.
- .100 Places de stationnement.
- .110 L'aire de chantier restreinte limite le stationnement à des véhicules d'entreprise uniquement.
- .300 Aires de dépôt.
- .310 Pour tout dépôt sur l'aire de chantier, un accord préalable de la DT doit être demandé par écrit, avec indication en plan de la place nécessaire demandée.
- 372 Installations de chantier, locaux, conteneurs, baraques et entrepôts existants.
- .100 Locaux, conteneurs, baraques, entrepôts et similaires.
- .110 Genre .....  
Description .....
- 375 La direction des travaux ne met pas d'installations à disposition.
- .200 Aucune installation de levage n'est mise à disposition par la direction des travaux.  
Voir aussi art. 834.100.
- 400 Utilisation de biens-fonds, droits d'usage, réseaux de distribution et d'évacuation  
-----
- 420 Utilisation de biens-fonds appartenant à des tiers  
-----
- 422 Utilisation payante de bienfonds appartenant à des tiers.
- .100 Au-delà de l'aire délimitée par l'installation de chantier commune, l'utilisation du domaine public par l'entrepreneur est soumise à autorisation préalable de la Commune. Les taxes qui en résultent sont à la charge de l'entrepreneur.
- 430 Réseaux de distribution  
-----
- 431 Alimentation électrique.



- 431.100 Consommation payante.  
Modalités de paiement : par déduction forfaitaire (compte prorata), sauf pour les travaux du gros-oeuvre 1.
- 432 Alimentation en eau potable et industrielle.
- .100 Consommation payante.  
Modalités de paiement : par déduction forfaitaire (compte prorata), sauf pour les travaux du gros-oeuvre 1.
- 440 Réseau d'évacuation, déchets de chantier  
-----
- 441 Traitement et évacuation des eaux usées.
- .100 Eaux de pluie, eaux non polluées.
- .110 Exigences.  
Selon exigence des SI.
- .200 Eaux polluées.
- .210 Exigences.  
Genre .....  
Description .....
- .230 Traitement et évacuation de l'eau, élimination des résidus.  
Genre .....  
Traitement .....  
Description .....
- 442 Gestion des déchets de chantier.
- .100 Plan de gestion.
- .110 Chaque entreprise est tenue d'évacuer les déchets qu'elle produit sur le chantier.  
Les déchets de chantier doivent être traités conformément à l'ordonnance fédérale du 10 décembre 1990 sur le traitement des déchets (OTD; RS814.600), à l'ordonnance fédérale du 22 juin 2005 sur les mouvements de déchets (OMoD; RS 814.610) et à la recommandation SIA 430 "Gestion des déchets de chantier lors de travaux de construction, de transformation et de démolition".
- .200 Mesures envisagées.
- .210 L'incinération de déchets en plein air ou hors des installations prévues à cet effet est interdite.
- 500 Protection des personnes, des biens, du chantier, des abords  
-----
- 520 Protection des personnes et des biens  
-----
- 521 Dangers, accidents majeurs.
- .100 Dangers.
- .110 Dangers pour les usagers du site.  
Lors de la réalisation du projet principal, la partie Nord du site sera déjà en exploitation.  
L'entrepreneur prendra toutes les précautions utiles à assurer la sécurité des utilisateurs en tous temps.

523 Sécurité au travail.

- .100 L'Ordonnance fédérale du 29 juin 2005 sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de la construction (Ordonnance sur les travaux de construction, OTConstr; RS 832.311.141) doit être strictement respectée, en particulier les dispositions relatives aux échafaudages et aux travaux de fouilles.
- .200 Les prescriptions de la SUVA doivent être rigoureusement respectées. L'entrepreneur s'en porte garant et en assume l'entière responsabilité, y compris pour les éventuelles conséquences relevant du droit civil et pénal.  
Le contrôle et l'information périodique de tous les collaborateurs (y compris sous-traitants), ainsi que le contrôle et la surveillance des mesures de sécurité font partie des obligations de l'entrepreneur.  
Si la personne chargée de la sécurité par l'entrepreneur n'est pas en mesure d'assumer strictement les tâches évoquées ci-dessus, l'entrepreneur est tenu de faire interrompre les travaux et d'informer la direction de la sécurité.
- .300 Organisation de l'entreprise.  
Les entreprises sont responsables de la sécurité de leurs ouvriers sur le chantier.  
L'entrepreneur désigne avant le début des travaux une direction de la sécurité qui lui est propre, qui aura compris les consignes de sécurité et instruira tous les collaborateurs avant le début des travaux.  
La direction générale de la sécurité sur le chantier se compose du chef de l'équipe, du chef de chantier et du chef de la sécurité. Des contrôles et vérifications de toutes les mesures de sécurité mises en place par les entreprises sont effectués quotidiennement.
- .400 Obligation de porter un casque de protection et des vestes de signalisation.  
Le port d'un casque de protection et de vestes de signalisation selon SN/EN 471 (par ex. orange avec des bandes réfléchissantes) sur la zone de chantier et les environs immédiats est obligatoire pour tous les entrepreneurs, planificateurs et visiteurs.  
D'autres mesures de protection au travail doivent être observées, telles que le port de chaussures de sécurité et d'autres équipements de protection indispensables, requis par d'autres lois et normes en vigueur.
- .500 Risques exportés.  
La sécurité de tous les passants en marge du chantier doit être garantie à tout moment. Tous les coûts engendrés par ces mesures de sécurité sont à inclure dans les prix unitaires.
- .600 Plan Hygiène et Sécurité (PHS).  
L'entrepreneur est responsable d'établir son plan hygiène et sécurité (PHS). Celui-ci décrit les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur et fait partie intégrante du contrat d'entreprise.  
L'entrepreneur s'assure de l'actualisation du PHS en fonction d'éventuelles modifications à apporter, en coordination avec le Maître de l'ouvrage ou son représentant.  
Si l'entrepreneur confie des travaux à une entreprise tierce (sous-traitant), il est tenu à veiller à ce que celle-ci procède à la réalisation des mesures de sécurité stipulées dans le PHS et le contrat.  
Le PHS fixe la répartition des mesures propres au chantier selon OTConst qui seront mises en place d'une part par l'entrepreneur et d'autre part par le Maître de l'ouvrage (en coordination avec l'exécution des prestations de l'adjudicataire).  
L'entrepreneur tient son PHS à disposition de la direction des travaux en tout temps.

530 Protection du chantier

---

531 Protection du chantier, ainsi que des dessertes et autres voies de circulation.

- .100 Protection contre l'accès de personnes ou de véhicules non autorisés.
- .110 Les clôtures du chantier doivent rester intactes. Aucune modification ne peut être effectuée sans accord écrit préalable de la DT.

531.120 L'entrepreneur quittant le chantier en dernier est responsable d'en fermer la clôture et les portails.

540 Protection des abords

---

541 Protection contre la pollution atmosphérique.

.100 Exigences.

.110 Protection de l'air sur les chantiers

Conformément à l'annexe 2 chiffre 88 de l'ordonnance fédérale sur la protection de l'air (OPair; RS 814.318.142.1), la Directive fédérale concernant les mesures d'exploitation et les mesures techniques visant à limiter les émissions de polluants atmosphériques des chantiers (Directive Air Chantiers - Edition complétée, février 2016) doit être respectée.

.120 Niveau de mesures applicables

Le niveau de mesures applicables est le niveau B.

Il incombe à l'entrepreneur de prendre connaissance de la Directive fédérale en vigueur (OFEV 2016), et d'inclure dans ses prix unitaires toutes les mesures nécessaires à respecter la réglementation dans l'exécution de ses travaux.

.200 Mesures envisagées.

.210 Machines

Les machines de chantier citées à l'article 19a OPair doivent être équipées d'un filtre à particules et satisfaire aux exigences fixées par l'annexe 4 chiffre 3 OPair.

.300 Contrôles, analyses.

.310 Recours

En cas de recours justifié, toutes les conséquences et frais en résultant seront à la charge de l'entrepreneur fautif.

542 Protection contre le bruit.

.100 Exigences.

.110 Ordonnance de protection contre le bruit (OPB)

Conformément à l'article 6 de l'ordonnance fédérale du 15.12.1986 sur la protection contre le bruit (OPB; RS 814.41), la Directive fédérale sur les mesures de construction et d'exploitation destinées à limiter le bruit des chantiers (Etat 2011) doit être respectée.

.120 Niveau de mesures applicables

Le niveau de mesures applicables est le niveau A.

Il incombe à l'entrepreneur de prendre connaissance de la Directive fédérale en vigueur (OFEV 2006, état 2011) et de son manuel d'application (Etat : août 2005 avec correction de juin 2008) et d'inclure dans ses prix unitaires toutes les mesures nécessaires à respecter la réglementation dans l'exécution de ses travaux.

.200 Mesures envisagées.

.210 Généralités

Utilisation des modes de construction et des procédés de construction générant peu de bruit.

Par égard aux propriétés voisines, les travaux bruyants ne doivent pas déborder de la plage horaire 7h00 - 19h00, et une pause doit être effectuée entre 12h00 et 13h00.

L'application des mesures générales ne dispense pas l'entrepreneur de toutes les autres mesures décrites dans les directives en vigueur.

- 542.220 Machines.  
Les machines, les appareils et les véhicules de transport correspondent à un équipement standard.
- .300 Contrôles, analyses.
- .310 Plaintes  
En cas de plainte justifiée du voisinage, l'autorité peut exiger l'arrêt du chantier jusqu'à la présentation d'un concept de mesures permettant de limiter les émissions de bruit conformément à la Directive.  
Toutes les conséquences et frais en résultant seront à la charge de l'entrepreneur fautif.
- 550 Protection des eaux, du sol, de la flore et de la faune  
-----
- 554 Protection de la flore.
- .100 Exigences.
- .110 Les arbres maintenus sur le site ne doivent pas être endommagés, les entreprises ne peuvent pas mettre en péril leur survie.
- .200 Mesures envisagées.
- .210 L'adjudicataire assumera les frais liés aux précautions utiles afin d'assurer la sauvegarde et la protection de la végétation existante. Aucun arbre ou autre végétal ne devra être coupé ou élagué sans l'accord préalable écrit de la direction des travaux.  
Les protections de la végétation doivent être maintenues en place en tous temps.
- 600 Planification des travaux, délais, primes, pénalités  
-----
- 620 Planification des travaux  
-----
- 624 Programme des travaux.
- .100 Voir planning intentionnel annexé.
- 630 Echéances, délais  
-----
- 632 Début des travaux.
- .100 Le soumissionnaire s'engage à réaliser les travaux décrits dans la série de prix selon le planning présenté.  
Le délai d'intervention et la durée de réalisation des travaux doivent être renseignés dans l'annexe correspondante.
- 634 Mise en service, remise de l'ouvrage.
- .100 Echéance : Juin 2023, pour l'ensemble des travaux, fournitures et aménagements extérieurs.
- 700 Réglementation en vigueur, exigences particulières  
-----
- 720 Réglementation SIA  
-----
- 721 Normes, prénormes, recommandations et directives de la SIA.

721.100 Sauf exception explicitement décrite, les normes, prénormes, recommandations et directives de la SIA en vigueur à la conclusion du contrat sont applicables.

730 Réglementation VSS

---

731 Normes et recommandations de la VSS.

.100 Sauf exception explicitement décrite, les normes et recommandations VSS en vigueur à la conclusion du contrat sont applicables.

740 Réglementation d'autres associations professionnelles

---

741 Normes, instructions, directives, recommandations et autres.

.100 Sauf exception explicitement décrite, les autres normes, instructions, directives, recommandations de fournisseurs, etc... connues et correspondant aux règles de l'art à la conclusion du contrat sont applicables.

.200 Dans tous les cas, les prescriptions légales doivent être respectées.

750 Exigences particulières

---

751 Exigences particulières concernant l'ouvrage et son exécution.

.100 Conditions générales d'exécution.  
Les "Conditions générales de la Fédération Vaudoise des Entrepreneurs" présentées en annexe sont applicables à la réalisation de l'ouvrage, et sont la base des conditions contractuelles.

800 Procédés de construction, exploitation du chantier

---

820 Procédés de construction, particularités techniques

---

821 Méthode et technique de construction.

.100 Pour l'ensemble de l'ouvrage.

.110 Selon prescription du maître d'ouvrage.  
L'entrepreneur utilisera des modes et des procédés de construction générant peu de bruit.

.120 Selon proposition du maître d'ouvrage.  
L'origine des matériaux locaux (Vaud, Suisse,...) est préférée en cas d'éventuel choix entre des matériaux à qualité et prix égaux.

822 Particularités techniques.

.100 Pour l'ensemble de l'ouvrage.

.110 Spécificités du projet  
L'ensemble du projet est conçu avec des matériaux de construction bruts laissés apparents(murs, dalles et piliers).  
Chaque entrepreneur est responsable de maintenir la construction dans un parfait état, et prend toutes les mesures nécessaires pour éviter tout dommage à l'ouvrage. En particulier, il est strictement interdit d'écrire ou de dessiner sur les murs, les piliers ou les dalles.

- 830 Exigences relatives au chantier  
-----
- 833 Exigences relatives aux locaux, conteneurs, baraques, entrepôts et similaires.
- .100 Emplacement sur l'aire de chantier au Nord du bâtiment principal.  
Equipement : Des vestiaires, un réfectoire et des toilettes communs sont mis à disposition des ouvriers.  
Modalités de rémunération : Les installations sont payées par le prorata retenu sur le contrat de chaque entreprise.  
Restrictions : L'utilisation peut être refusée aux entreprises ne respectant pas l'ordre et la propreté des installations mises à disposition.
- 834 Exigences relatives aux équipements de levage, de chargement, de transport et de stockage.
- .100 Grues de chantier  
Modalités de rémunération :  
L'entrepreneur ayant besoin d'une grue de levage conclut des accords avec l'entreprise de maçonnerie.  
Le prix par trajet ou par heure de grue est défini dans la soumission du maçon, mais reste à charge de l'entrepreneur.  
Restrictions : En principe, les grues de chantier peuvent lever jusqu'à trois tonnes en bout de flèche.
- 840 Topométrie, implantation, mesures  
-----
- 842 Implantation, piquetage.
- .100 Principes d'implantation.
- .110 Implantation des ouvrages  
Sauf indication contraire expressément stipulée dans le descriptif, l'entrepreneur est responsable d'implanter les ouvrages ou parties d'ouvrages qu'il va réaliser, avec la précision requise par les normes en vigueur ou les descriptions reçues.
- 843 Contrôles effectués par mesures.
- .300 Prestations de l'entrepreneur.
- .310 Contrôle de l'implantation des ouvrages  
Sauf indication contraire expressément stipulée dans le descriptif, l'entrepreneur est responsable de contrôler la bonne implantation et/ou le bon positionnement des ouvrages ou parties d'ouvrages qu'il réalise.
- 850 Ventilation et chauffage de chantier, entretien, nettoyage, service hivernal  
-----
- 854 Service hivernal.
- .100 Prestations : L'enlèvement de la neige est exécuté en régie, avec l'accord préalable de la Direction des travaux.  
Modalités de rémunération : Seules peuvent être facturées des heures de manoeuvre et de machines.
- 900 Assurances, administration, contrôles de l'exécution  
-----
- 920 Assurances du maître d'ouvrage  
-----
- 921 Assurance responsabilité civile du maître d'ouvrage.

- 921.100 Le maître de l'ouvrage contractera une assurance responsabilité civile MO.
- 922 Assurance construction.
- .100 Le maître de l'ouvrage contractera une assurance travaux de construction.
- 924 Participation de l'entrepreneur aux frais d'assurance du maître d'ouvrage.
- .100 Conc. art. 921.100 et 922.100.  
Part des frais à la charge de l'entrepreneur : L'entrepreneur participe au paiement des primes par une retenue forfaitaire de 0.2 % calculée sur le montant net hors taxes qui lui est dû par le maître.  
Cette retenue est opérée d'office sur chaque paiement.
- 930 Assurances de l'entrepreneur  
-----  
Assurances exigées par le maître d'ouvrage.
- 931 Assurance responsabilité civile de l'entrepreneur.
- .100 Assurance de l'entrepreneur.  
Voir annexe "Procédure - Renseignements généraux"
- 940 Rapports, variations des prix, paiements, décompte  
-----
- 941 Rapports.
- .100 Obligation de contrôle et d'établissement de rapports.
- .110 Pour travaux en régie.  
Pour travaux demandés ou acceptés par écrit par la DT avant l'exécution des travaux.  
Rapports journaliers,  
contenu : heures de main d'oeuvre avec le détail des ouvriers engagés et leur qualification, heures de machines et outillages, fournitures.  
Les tarifs doivent être indiqués.  
Délai de remise, jusqu'à : 1 semaine.  
Les rapports remis tardivement sont systématiquement refusés.
- 942 Facturation des variations de prix.
- .100 Les variations de prix sont prises en compte et rémunérées.  
Voir les "Conditions générales pour l'exécution des travaux de construction" annexées.
- 943 Facturation, paiements.
- .100 Exigences administratives.
- .110 Adresse du destinataire :  
Toute demande de paiement sera exclusivement adressée au maître de l'ouvrage, et envoyée au mandataire concerné.  
En cas de non respect de cette exigence, le document sera annulé et retourné à l'entrepreneur.
- .120 Exemplaires, nombre : 1
- .200 Structuration des factures et des demandes de paiement.
- .210 La structuration devra suivre celle de la soumission, notamment respecter les numéros eCCC-Bât et les numéros d'articles.

946 Participation de l'entrepreneur à divers frais.

- R .090 Retenue prorata.  
Une retenue forfaitaire de 2.0 % est déduite du montant net hors taxes dû par le maître à l'entrepreneur.  
Cette retenue est opérée d'office sur chaque paiement.  
  
Elle couvre les frais décrits aux art. 946.xxx  
Cette retenue n'est pas appliquée aux marchés du gros oeuvre I
- .200 Frais de panneaux publicitaires.
- .210 Panneau de chantier  
Toute publicité en dehors du panneau de chantier est strictement interdite.
- .300 Frais d'électricité, eau et moyens de communication à l'usage du chantier.
- .310 Frais d'énergies.  
Les frais d'énergies couverts par la retenue prorata sont ceux du gros oeuvre 2 (CFC 22) et du second oeuvre.
- .400 Frais de nettoyage du chantier.
- .410 Au cas où la DT constate que les entreprises ne respectent pas la propreté du chantier, elle peut décider de faire nettoyer le chantier avec le compte prorata.  
Ces nettoyages ne comprennent en aucun cas les déchets de chantier de l'entrepreneur, qui reste responsable de leur évacuation.
- .500 Frais en cas de dommages causés par des auteurs indéterminés.
- .510 Petites réparations dues aux risques inhérents aux activités sur le chantier, pour autant que toutes les mesures de précautions aient été prises et en exclusion de toute dégradation intentionnelle.
- .600 Locaux communs de chantier.
- .700 Vérification et nettoyage des canalisations après achèvement des travaux.
- .800 Frais éventuels de chauffage et de mesures contre le froid pendant la construction.

R 949 Autre retenue

- R .100 Retenue pour contrôle d'accès au chantier.  
Une retenue forfaitaire de 2.0 % est déduite du montant net hors taxes dû par le maître à l'entrepreneur.  
Cette retenue est opérée d'office sur chaque paiement. Elle couvre les frais liés au contrôle du port de la carte professionnelle.

950 Autorisations, exigences des autorités

---

951 Autorisations.

- .100 Demande faite par l'entrepreneur.  
Pour tout travail effectué en dehors des heures et jours ouvrables, une autorisation spécifique doit être demandée auparavant aux autorités compétentes et à la DT.